



Canada Revenue  
Agency

Agence du revenu  
du Canada

# Recherche sur la réponse à la COVID-19

## Sommaire exécutif

### Préparé pour : l'Agence du revenu du Canada

Préparé par : Ipsos Limited Partnership

Numéro du contrat : 46572-213223/001/CY

Valeur du contrat : 164 906,76 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution : le 17 juin 2020

Date de livraison : le 6 janvier 2021

Numéro d'inscription : POR 009-20

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez contacter : [media.relations@cra-arc.gc.ca](mailto:media.relations@cra-arc.gc.ca)

This report is also available in English.

Canada 

## Section du droit d'auteur

### Recherche sur la réponse à la COVID-19

Sommaire exécutif

#### Préparé pour l'Agence du revenu du Canada (ARC)

Nom du fournisseur : Ipsos Limited Partnership

Date : janvier 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats de l'étude primaire menée par Ipsos Limited Partnership au nom de l'Agence du revenu du Canada. La recherche comportait des sondages, notamment :

- Sondage téléphonique auprès de 1 202 particuliers qui ont produit leur déclaration de revenus de 2019 ou de 2018 ou qui ont demandé des prestations d'urgence en réponse à la COVID-19.
- Sondage en ligne auprès de 358 propriétaires de petites ou moyennes entreprises (PME qui gagnent un revenu d'entreprise de moins de 50 millions de dollars) qui ont produit leur déclaration de revenus des entreprises de 2019 ou qui ont demandé la Subvention salariale d'urgence du Canada. Le sondage visait les propriétaires de PME prédéterminés dans des groupes de discussion en ligne et a sélectionné ceux qui prennent des décisions concernant des questions fiscales ou qui y participent directement.
- Sondage en ligne auprès de 313 intermédiaires fiscaux qui ont produit des déclarations T2 ou qui ont demandé la Subvention salariale d'urgence du Canada au nom de leurs clients. Le sondage visait d'abord des comptables prédéterminés dans des groupes de discussion en ligne et a sélectionné ceux qui étaient admissibles (ceux qui ont travaillé avec des PME sur des questions liées à l'impôt ou à la paye).

De plus, un sondage en ligne distinct a été mené auprès de 1 199 particuliers qui ont produit leur déclaration de revenus de 2019 ou de 2018 ou qui ont demandé des prestations d'urgence en réponse à la COVID-19. Un groupe témoin non probabiliste en ligne a servi de source d'échantillonnage. Le sondage et les spécifications correspondent à ceux du sondage par composition numérique aléatoire. Le sondage a été mené du 16 au 20 juillet 2020. Les résultats du sondage en ligne ont été comparés à ceux du sondage téléphonique sous forme d'étude de cas en comparant les réponses de ces deux sondages. L'étude de cas se trouve à l'annexe C du rapport final.

This publication is also available in English under the title: COVID-19 Response Research.

Autorisation de reproduction - Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales uniquement. Une autorisation écrite doit être obtenue au préalable auprès de l'ARC. Pour obtenir plus de renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec l'Agence par courriel à l'adresse [media.relations@cra-arc.gc.ca](mailto:media.relations@cra-arc.gc.ca) ou par la poste à l'adresse :

101, promenade du Colonel-By  
Ottawa ON K1A 0K2  
Canada

**Numéro de catalogue** : Rv4-146/2-2021F-PDF

**Numéro international normalisé du livre (ISBN)** : 978-0-660-37182-5

**Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 009-20) :**

Numéro de catalogue : Rv4-146/1-2021F-PDF (Rapport final, français)

ISBN : 978-0-660-37181-8

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre du Revenu national, 2021

## Attestation de neutralité politique

J'atteste, par la présente, à titre d'agent principal d'Ipsos, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge  
Président  
Affaires publiques Ipsos

## Rapport sommaire

Ipsos Limited Partnership

Numéro de contrat : 46572-213223/001/CY

Numéro d'inscription de la ROP : 009-20

Date d'attribution du contrat : Le 17 juin 2020

Valeur du contrat : 164 906,76 \$ (TVH comprise)

### Contexte Ipsos

Selon la recherche de contexte menée par Ipsos, les prestations d'urgence offertes en réponse à la COVID-19 ont aidé de nombreux Canadiens. Au tout début du confinement, lorsque les Canadiens étaient de plus en plus nombreux à déclarer qu'ils étaient inquiets de perdre leur emploi et qu'ils éprouvaient de la difficulté à payer leurs factures, le soutien du gouvernement fédéral s'est avéré un allègement apprécié. Étonnamment, les Canadiens sont devenus un peu plus optimistes quant à leur situation financière actuelle qu'ils ne l'étaient avant la pandémie, grâce aux diverses mesures d'allègement.

Les programmes, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), ont permis aux Canadiens en difficulté (surtout les plus jeunes ménages et ceux à plus faible revenu) de stabiliser leur situation financière, *du moins temporairement*. La Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), visant les entreprises ayant perdu une partie considérable de leur revenu en raison du ralentissement de l'activité économique, a également offert un soutien aux entreprises canadiennes. Toutefois, il est important de noter que, même avec la SSUC, les efforts d'allègement ne pourront pas contrer certains facteurs pendant une pandémie, comme les changements dans le comportement des consommateurs et les tendances à la baisse en matière de dépenses. Bien que les Canadiens perçoivent désormais la COVID-19 comme étant moins une menace directe pour leur santé, ils craignent toujours ses répercussions économiques. L'incidence économique du virus demeure une priorité, alors que de nombreux Canadiens sont convaincus qu'il y aura une récession (tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle mondiale).

### Contexte et objectifs

En réponse à la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Canada a annoncé une série de mesures d'allègement d'urgence, y compris la PCU, la PCUE, la SSUC et la subvention salariale temporaire de 10 %. Plusieurs mois après le lancement des programmes et des mesures connexes, l'Agence a mené des recherches qualitatives et quantitatives pour examiner les perceptions et les attitudes du public à l'égard de l'Agence et de sa prestation de services pendant cette période auprès de

trois populations cibles : les contribuables canadiens, les petites et moyennes entreprises (PME) et les intermédiaires fiscaux.

Les résultats du sondage et des groupes de discussion fourniront de précieux renseignements à l'Agence sur la façon dont sa réputation et ses services sont perçus par le public. Ce projet aidera l'Agence à orienter ses stratégies de prestation de services en réponse à une crise ou dans le cours normal de ses activités; il fournira aussi du contexte pour les résultats de sa recherche d'entreprise annuelle et orientera ses stratégies de communication. Cette recherche lui permettra d'évaluer l'efficacité de sa réponse en cas de crise en dehors de son cycle typique de la recherche d'entreprise annuelle.

## **Méthodologie – Sondages quantitatifs**

L'échantillon total obtenu pour l'étude était de  $n = 1\,873$  chez les trois groupes cibles : les déclarants et les demandeurs des prestations d'urgence, les petites et moyennes entreprises (PME) et les intermédiaires fiscaux. Tous les sondages sont offerts en anglais et en français.

Le sondage téléphonique auprès des déclarants et des demandeurs de prestations d'urgence a été mené à l'aide de la composition numérique aléatoire et un plan à deux bases de sondage (échantillons de lignes fixes et cellulaire). Les données ont été pondérées pour refléter la population générale canadienne âgée de 18 ans et plus, selon le recensement de 2016.

On a eu recours à un groupe témoin non probabiliste en ligne pour accéder aux échantillons de populations cibles spécialisées qui sont difficiles à joindre parmi les petites et moyennes entreprises et des intermédiaires fiscaux. Ipsos a obtenu un échantillon parmi les groupes témoins de partenaires attestés (La Voix Maru Canada représentant le plus grand échantillon, ainsi que Jasper Colin Research, Op4G et Tellwut). On a aussi eu recours à une approche combinée afin d'obtenir un échantillon suffisamment important pour ces groupes cibles qui sont difficiles à joindre, ainsi que pour gérer les fausses données potentielles à partir d'un seul échantillon. Chacun des groupes témoins comprend les membres qui ont choisi d'y adhérer et qui reçoivent un incitatif quelconque. Les incitatifs peuvent prendre la forme d'un système fondé sur des points encaissés pour des récompenses ou d'un système de crédits en espèces (dans le cas de Op4G, les répondants reçoivent un montant de 5 \$ avec l'option d'en faire don à des organismes à but non lucratif). Le montant des incitatifs est fondé sur les exigences précises de chaque sondage, notamment la durée et la complexité du sondage, le sujet de l'étude et le temps requis pour réaliser un nombre minimal d'entrevues. Les membres de ces groupes sont recrutés auprès de diverses sources et

changent constamment. Les données exhaustives sur le profilage des antécédents recueillies lorsque les répondants se joignent à un groupe permettent de cibler les répondants en fonction de critères clés comme la région, l'âge, le sexe, le niveau d'études et de revenu, la profession, les petites et moyennes entreprises, et bien d'autres caractéristiques.

On a eu recours à un groupe témoin en ligne pour sonder des échantillons de PME et d'intermédiaires fiscaux. Pour joindre le groupe de PME, Ipsos a ciblé celles qui s'identifiaient dans les panels en ligne comme étant exploitées par des propriétaires et a sélectionné celles dont le revenu annuel d'entreprise était de moins de 50 millions de dollars et qui ont pris des décisions sur des questions liées à l'impôt. Pour joindre le groupe d'intermédiaires fiscaux, Ipsos a ciblé ceux qui s'identifiaient dans les panels en ligne sous le titre de poste « Comptable » et a sélectionné ceux qui travaillent pour des clients dans des domaines liés à l'impôt. Étant donné que les deux échantillons adoptent une approche non probabiliste en ligne, la marge d'erreur n'a pas pu être calculée et les résultats ne peuvent pas être déclarés comme étant représentatifs de leurs populations respectives.

<b>Audience</b>	<b>Méthode</b>	<b>Taille de l'échantillon</b>	<b>Marge d'erreur</b>	<b>Étendue du sondage</b>	<b>Durée moyenne du sondage</b>
Déclarants ou demandeurs de prestations	Par téléphone	n = 1 202	± 2,83 points	Du 9 au 22 juillet	15 minutes
Petites ou moyennes entreprises (PME)	Panel en ligne	n = 358	S.O.	Du 16 au 21 juillet	11 minutes
Intermédiaires fiscaux pour les PME	Panel en ligne	n = 313	S.O.	Du 16 au 21 juillet	9 minutes

De plus, un sondage en ligne distinct a été mené auprès de 1 199 particuliers qui ont produit leur déclaration de revenus de 2019 ou de 2018 ou qui ont demandé des prestations d'urgence offertes en réponse à la COVID-19. Un panel non probabiliste en ligne a servi de source d'échantillonnage. Le sondage et les spécifications correspondent à ceux du sondage par composition numérique aléatoire. Le sondage a été mené du 16 au 20 juillet 2020. Les résultats du sondage en ligne ont été comparés à ceux du sondage téléphonique sous forme d'étude de cas en comparant les réponses de ces deux sondages. Les résultats de cette étude de cas se trouvent à l'annexe C du rapport final.

## **Méthodologie – Groupes de discussion qualitatifs en ligne**

Trois (3) groupes de discussion en ligne de 90 minutes ont été organisés les 9 et 10 septembre 2020. Le premier groupe était formé de six résidents francophones du Québec, le deuxième groupe comptait huit résidents anglophones des provinces de l'Atlantique et de l'Ontario, et le troisième groupe, de huit résidents anglophones des provinces de l'Ouest. Chaque groupe était composé d'une combinaison de variables démographiques, y compris l'âge, le sexe, le revenu de ménage et le niveau d'éducation. Tous les répondants avaient demandé la PCU, la PCUE ou la SSUC, et leur statut d'emploi courant variait. De plus, ils avaient tous produit leur déclaration de revenus pour 2018 ou 2019. Les participants ont reçu une rétribution de 100 \$ en remerciement de leur temps.

## **Mesure dans laquelle les résultats peuvent être extrapolés à un public plus large**

Le sondage auprès des déclarants et des demandeurs de prestations a été mené à l'aide de la méthode d'échantillonnage par composition numérique aléatoire. Les données ont été pondérées pour refléter la population générale canadienne en fonction de l'âge, du sexe et de la région, selon le recensement de 2016 de Statistique Canada. Les résultats peuvent être extrapolés à la population canadienne.

Les données sur les PME et les intermédiaires fiscaux n'ont pas été pondérées puisque les sondages ont été menés au sein de panels en ligne à l'aide d'une approche d'échantillonnage non probabiliste. Les données ne sont pas représentatives de toutes les PME ou de tous les intermédiaires fiscaux au Canada.

Dans le cas des groupes de discussion et des recherches qualitatives, les constatations ne peuvent pas être généralisées à une population plus vaste.

La valeur du contrat pour ce projet était de 164 906,76 \$ (TVH comprise).

## **Principales constatations**

Ce résumé offre un aperçu général de certaines constatations découlant de la recherche sur la réponse à la COVID-19, y compris les cotes de rendement global et les perceptions de l'Agence, les opinions sur l'Agence qui ont changé depuis l'an dernier, l'évaluation du processus de demande de prestations de soutien et la sensibilisation à l'égard de diverses mesures, notamment le report des dates limites de production des déclarations depuis le début de la pandémie de COVID-19. Le résumé est axé sur les résultats du sondage. Les constatations des groupes de discussion, offrant une



description plus détaillée des résultats du sondage, sont présentées en détail dans le rapport exhaustif.

### Rendement global et changement d'opinion

En général, les résultats montrent que la population générale et les intermédiaires fiscaux sont tous deux optimistes quant aux principaux indicateurs de rendement de l'Agence, alors que les petites et moyennes entreprises (PME) ont tendance à attribuer une note moins favorable à l'Agence. Six Canadiens sur dix ont une opinion très favorable du rendement global de l'Agence, donnant des cotes de 8 à 10 sur une échelle de 10 points. Les intermédiaires fiscaux sont du même avis, avec 56 % des répondants donnant des cotes de 8 à 10. Toutefois, les PME sont moins positives, moins de quatre PME sur dix accordent une cote similaire à l'Agence.

Comparativement à l'année dernière, la population générale et les intermédiaires fiscaux sont les groupes dont l'opinion sur l'Agence s'est améliorée le plus. Près de quatre Canadiens sur dix affirment que leur opinion globale de l'Agence s'est améliorée (cotes de 8 à 10) et environ la moitié des intermédiaires fiscaux disent la même chose. L'opinion des PME varie moins à cet égard; seulement deux PME sur dix affirment que leur opinion de l'Agence s'est améliorée au cours de la dernière année.

Tableau 1. Rendement global et changement d'opinion dans l'ensemble des groupes

Notes de 8-10 sur échantillon 0-10	Population générale	PME	Int. fisc.
Rendement global de l'ARC (excellent : cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points)	62 %	37 %	56 %
Changement de l'opinion globale sur l'Agence par rapport à l'année dernière (beaucoup mieux : cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points)	37 %	22 %	45 %

*PME = petites et moyennes entreprises; Int. fisc. = intermédiaires fiscaux*

*Base : Tous les répondants (population générale : n=1 202, PME : n=358, IF : n=313)*

*Remarque : L'échantillon de la population générale est pondéré comme étant représentatif de la population canadienne adulte. Les échantillons des PME et des intermédiaires fiscaux ne sont pas pondérés.*

Les prestations d'urgence ont eu une incidence positive sur les côtes globales. Comme il est possible de le constater tout au long du rapport, les cotes de l'Agence sont beaucoup plus élevées parmi ceux qui ont demandé des prestations d'urgence (environ 10 à 25 points de pourcentage plus élevés), comparativement à ceux qui ont produit leur déclaration seulement (et qui n'ont pas demandé de prestations) dans les trois groupes cibles (population générale, PME et intermédiaires fiscaux). Cela se reflète dans les

cotes globales ci-dessous, ainsi que dans toutes les mesures énoncées dans les sondages.

*Tableau 2. Rendement global et changement d'opinion dans l'ensemble des groupes – Demandes de prestations par rapport aux déclarations de revenus produites*

<b>Cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points</b>	<b>Population générale - Demande de prestations administrées par l'Agence</b>	<b>Population générale - Déclaration de revenus produite sans demander des prestations à l'Agence</b>	<b>PME - Demande de SSUC</b>	<b>PME - Déclaration de revenus produite sans demander des prestations</b>	<b>Int. Fisc. - Demande de SSUC</b>	<b>Int. Fisc. - Déclaration de revenus d'entreprise produite sans demander des prestations</b>
Rendement global (cote de 8 à 10)	82 %	57 %	47 %	29 %	61 %	47 %
Changement de l'opinion globale par rapport à l'année dernière (cote de 8 à 10)	47 %	35 %	35 %	14 %	51 %	36 %

*Base: population générale (ont fait une demande de prestations administrées par l'Agence: n=180, n'a pas demandé les prestations, mais ont fait leur déclaration de revenu: n=1101); PME (demande de SSUC: n=135, n'a pas demandé le SSUC, mais on fait leur déclaration de revenus, n=180); Int. Fisc (demande de SSUC: n=197, n'a pas demandé le SSUC, mais on fait leur déclaration de revenus: n=112)*

### **Évaluation de l'Agence en fonction des principaux indicateurs**

L'Agence obtient la cote la plus élevée dans l'ensemble des trois groupes cibles pour la catégorie « L'Agence traite les contribuables avec respect », à divers degrés. Bien que 66 % des Canadiens et 54 % des intermédiaires fiscaux soient tout à fait d'accord (cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points) avec cet énoncé, seulement 32 % des PME sont du même avis. La population générale, plus que les PME et les intermédiaires fiscaux, a tendance à croire que l'Agence traite les contribuables avec équité, alors que les intermédiaires fiscaux, plus que la population générale et les PME, ont surtout tendance à croire que les renseignements fournis par l'Agence sont faciles à comprendre.

Tableau 3. Évaluation des attributs clés dans les trois groupes

<b>Attributs clés, tout à fait d'accord : cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points</b>	<b>Population générale</b>	<b>PME</b>	<b>Int. fisc.</b>
L'ARC traite les contribuables avec respect.	66 %	32 %	54 %
On peut faire confiance à l'ARC pour prendre les bonnes décisions liées à l'administration de l'impôt et des prestations des Canadiens.	58 %	27 %	55 %
L'ARC travaille fort pour aider les Canadiens en ce qui concerne leurs impôts et leurs prestations.	57 %	27 %	53 %
L'ARC traite les contribuables avec équité.	57 %	28 %	49 %
L'ARC est efficace dans ses activités.	54 %	26 %	52 %
Les renseignements fournis par l'ARC sont faciles à comprendre.	49 %	24 %	57 %

Base: tous les répondants (population générale : n=1 202, PME : n=358, IT : n=313)

### Évaluation du processus de demande de prestations d'urgence

Les demandeurs des prestations d'urgence au sein de la population générale sont très satisfaits, non seulement de la qualité globale du processus (82 % accordent une cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points), mais aussi de la plupart des principaux indicateurs, y compris la rapidité d'exécution (93 %), ainsi que les énoncés « Selon mon expérience, j'ai eu l'impression que l'Agence travaille sans relâche pour aider les Canadiens » (85 %) et « Le processus de demande était facile » (83 %).

Un peu plus de la moitié des PME (56 %) sont satisfaites de la qualité globale du processus, le plus faible des trois groupes. Bien qu'elles soient satisfaites de la rapidité avec laquelle leur demande a été traitée (74 %), elles ont une opinion un peu moins favorable sur de nombreux autres aspects, notamment « Les renseignements fournis par l'Agence étaient faciles à comprendre » (31 %). Moins de la moitié (46 %) ont trouvé le processus de demande facile.

Deux tiers des intermédiaires fiscaux (65 %) qui demandent la SSUC au nom de clients sont satisfaits de la qualité globale du processus et modérément satisfaits de la plupart des aspects du processus de demande de SSUC. Comme les PME, moins de la moitié (46 %) ont trouvé le processus de demande facile.

Tableau 4. Évaluation globale du processus de demande par les trois groupes

<b>Processus de demande, cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points</b>	<b>Population générale</b>	<b>PME</b>	<b>Int. fisc.</b>
Base : Personnes qui ont demandé des prestations d'urgence	180	135	197
Qualité globale du processus	82 %	56 %	65 %
J'estime que ma demande a été traitée dans des délais raisonnables.	93 %	74 %	53 %
Mes interactions avec l'ARC ont répondu à mes besoins.	86 %	51 %	59 %
Selon mon expérience, j'ai eu l'impression que l'ARC travaille très fort pour aider les Canadiens.	85 %	50 %	59 %
Dans l'ensemble, j'ai trouvé le processus de demande facile à suivre.	83 %	46 %	46 %
Selon mon expérience, j'ai eu l'impression que l'Agence se soucie de ma situation (pour les int. fisc. : en tant que fiscaliste).	74 %	41 %	51 %
Les renseignements fournis par l'ARC au sujet des prestations étaient faciles à comprendre.	70 %	31 %	54 %

Base : ont demandé des prestations d'urgence (population générale: n=180, PME: n=135, IF: n=197)

### Connaissance des mesures prises à l'égard des prestations d'urgence

Une grande majorité des Canadiens qui demandent la PCU/PCUE sont conscients que les prestations d'urgence sont imposables. De plus, les membres de chaque groupe savent que l'Agence vérifiera les demandes et l'admissibilité à une date ultérieure (90 % ou plus).

Tableau 5. Connaissance des prestations imposables

Population générale - personnes sachant que la PCU/PCUE est imposable	93 %
---	------

Base : Personnes qui ont demandé la PCU (administrée par l'Agence ou l'AE) ou la PCUE (n=254)

Tableau 6. Connaissance de l'examen des demandes parmi les trois groupes

<b>Examen des demandes</b>	<b>Population générale</b>	<b>PME</b>	<b>Int. fisc.</b>
Personnes sachant que l'Agence vérifiera les demandes et l'admissibilité	90 %	92 %	90 %

Base : Personnes qui ont demandé des prestations d'urgence auprès de l'Agence (population générale : n=180, PME : n=135, IF : n=197)

## Connaissance et utilisation des délais additionnels à la période de production des déclarations de revenus du gouvernement

Parmi les membres de la population générale, plus de neuf membres sur dix affirment être au courant du délai additionnel de production des déclarations T1, mais seulement six membres sur dix disent être au courant du délai additionnel de paiement des soldes dus. Les jeunes Canadiens âgés de 18 à 24 ans sont moins susceptibles d'être au courant du délai additionnel de production des déclarations T1, ainsi que ceux qui gagnent moins de 40 000 \$. Parmi ceux qui ont produit une déclaration de revenus pour 2019, un tiers ont pu bénéficier du délai additionnel.

Le niveau de connaissance du délai additionnel de production est élevé parmi les groupes cibles : Canadiens pour les déclarations T1 (92 %); PME (83 %) et intermédiaires fiscaux (82 %) pour les déclarations T2. Moins de Canadiens (60 %) étaient au courant que l'Agence avait reporté la date limite de paiement des soldes dus.

Tableau 7. Connaissance du report des dates limites parmi les trois groupes

Connaissance (% oui)	Population générale	PME	Int. fisc.
Personnes sachant que l'Agence a reporté la date limite de production des déclarations T1	92 %	83 %	88 %
Personnes sachant que l'Agence a reporté la date limite de production des déclarations T2	S.O.	83 %	82 %
Personnes sachant que l'Agence a reporté la date limite de paiement des soldes dus	60 %	S.O.	84 %
Personnes au courant des délais additionnels de paiement et de versement de la TPS/TVH	S.O.	81 %	80 %

Base: tous les répondants (population générale : n=1 202, PME : n=358, IT : n=313)

Un peu plus du tiers des Canadiens (33 %) ont produit leur déclaration T1 et un tiers des PME (36 %) ont produit leur déclaration T2 dans le délai additionnel (dans la période de déclaration prolongée).

Tableau 8. Personnes ayant produit leur déclaration avant la date limite initiale ou dans le délai additionnel

Personnes ayant produit leur déclarations	Population générale	PME
Déclarations T1 produites avant la date limite initiale	65 %	56 %
Déclarations T2 produites dans le délai additionnel	33 %	36 %

Population générale (parmi ceux qui ont produit leurs déclarations pour 2019 : n=1 043), toutes les PME (n=354)

## Importance des délais additionnels à la période de production des déclarations de revenus du gouvernement

À l'aide d'une échelle de 0 à 10 points (0 = Pas du tout important; 10 = Très important), on a demandé aux Canadiens d'évaluer l'importance des délais additionnels offerts pour la production des déclarations de revenus. Un quart des répondants affirment qu'ils étaient importants pour eux, alors que six répondants sur dix indiquent qu'ils étaient importants pour tous les Canadiens. Les répondants les plus touchés par la COVID-19 sur le plan économique sont plus susceptibles de dire que la prolongation de la période de production des déclarations T1 est importante pour eux, c'est-à-dire les personnes sans emploi à la recherche d'un emploi, les personnes qui gagnent moins de 40 000 \$ et les immigrants.

Bien que de nombreux Canadiens n'aient peut-être pas profité de ces délais, ils croient tout de même qu'ils se sont avérés utiles pour l'ensemble du pays. Six répondants sur dix affirment que les délais additionnels étaient importants pour tous les Canadiens. Un quart des PME déclarent que les délais additionnels de production des déclarations d'entreprise étaient importants pour leur propre entreprise, alors que quatre PME sur dix affirment que les délais étaient importants pour toutes les entreprises canadiennes.

Tableau 9. Importance des délais additionnels à la période de production des déclarations de revenus du gouvernement

<b>Importance des délais additionnels : cote de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10 points</b>	<b>Population générale</b>	<b>PME</b>
Pour vous personnellement/Pour votre entreprise	27 %	25 %
Pour tous les Canadiens/Pour toutes les entreprises canadiennes	60 %	41 %

Base : tous les répondants (population générale : n= 1202, PME : n=358)